

TRIBUNAL JUDICIAIRE de
VERSAILLES

ORDONNANCE DE MAINLEVÉE
D'ISOLEMENT (Art L. 3222-5-1
code de la santé publique)

Dossier N° RG 25/01626 - N°
Portalis DB22-W-B7J-TG7E
N° de Minute :

M. le Directeur du Etablissement
public CENTRE HOSPITALIER
INTERCOMMUNAL DE POISSY

c/

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

ORDONNANCE

Hospitalisation sous contrainte

Le 14 Juillet 2025

Devant Nous, **Madame Constance DAUCE, Vice-Présidente**, au tribunal
judiciaire de Versailles statuant en application du code de la santé publique

DEMANDEUR

**Monsieur le Directeur du Etablissement public CENTRE
HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE POISSY-SAINT
GERMAIN EN LAYE**
10 rue du Champ Gaillard
78300 POISSY

régulièrement convoqué, représenté,

DÉFENDEUR

actuellement hospitalisé(e) au **Etablissement public CENTRE
HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE POISSY-SAINT
GERMAIN EN LAYE**

*régulièrement avisé(e),
- présent(e) téléphoniquement
- représenté(e) par Me Pauline PIETROIS CHABASSIER, avocat au barreau de
VERSAILLES*

PARTIE INTERVENANTE

Monsieur le Procureur de la République
près le Tribunal Judiciaire de Versailles

régulièrement avisée, non représenté,

NOTIFICATION par courriel
contre réception au défendeur par
remise de copie contre signature

LE : 14 Juillet 2025

- NOTIFICATION par courriel
contre réception à :

- l'avocat
- monsieur le directeur de
l'établissement hospitalier

LE : 14 Juillet 2025

- NOTIFICATION par remise de
copie à Madame la Procureure de
la République

LE : 14 Juillet 2025

Le greffier



, fait l'objet, depuis le 6 juillet 2025 au **CENTRE HOSPITALIER DE POISSY-ST GERMAIN**, d'une mesure de soins psychiatriques sous la forme d'une hospitalisation complète, sur décision du représentant de l'Etat, en application des dispositions de l'article L. 3213-1 du code de la santé publique.

Vu l'article L.3211-12 et suivants et L.3222-5-1 du Code de la Santé Publique ;

Vu le placement en isolement le 06 Juillet 2025 à 22h11, par le docteur RALAISSON RATSIMBAZAFY, psychiatre du Pôle psychiatrie du **Etablissement public CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE POISSY**, renouvelé pour la dernière fois le 13 Juillet 2025 à 19h53 par le Docteur Sachithanandam DEVANADHAN ;

Vu la saisine du magistrat statuant en application du code de la santé publique en date du 13 Juillet 20h54 à 20h54 aux fins de maintien d'une mesure d'isolement, indiquant le souhait du patient d'être représenté par un avocat et d'être auditionné par le magistrat ;

Vu les observations du conseil de _____ reçues ce jour par lesquelles il est demandé que la mesure d'isolement soit levée considérant :

- l'irrecevabilité de notre saisine, au motif que l'auteur de la requête ne justifie pas de sa délégation et que la requête n'est pas accompagnée des pièces visées par l'article R 3211-33-1 du code de la santé publique, notamment s'agissant des pièces relatives à l'hospitalisation du patient en soins psychiatriques sans consentement et à la mesure de protection prononcée par le juge des tutelles le concernant ;
- l'irrégularité de la procédure en ce que :
 - l'établissement hospitalier ne justifie pas de l'information au magistrat et à la famille dans les délais prescrits par la loi ;
 - l'établissement hospitalier ne justifie pas d'un précédent contrôle par le juge de la mesure d'isolement alors que _____ fait l'objet d'une telle mesure depuis plus de 168 heures cumulées depuis le 6 juillet 2025 ;
 - il résulte du registre de surveillance que _____ n'a pas fait l'objet d'une surveillance régulière et ne mentionne pas la qualité de la personne ayant procédé à l'évaluation du patient ;

Vu l'audition par voie téléphonique de _____ ce jour entre 11H20 et 11H25, le patient ayant des difficultés à s'exprimer de manière intelligible ;

DISCUSSION

L'article L. 3222-5-1 du code de la santé publique prévoit que :

I.-L'isolement et la contention sont des pratiques de dernier recours et ne peuvent concerner que des patients en hospitalisation complète sans consentement. Il ne peut y être procédé que pour prévenir un dommage immédiat ou imminent pour le patient ou autrui, sur décision motivée d'un psychiatre et uniquement de manière adaptée, nécessaire et proportionnée au risque après évaluation du patient. Leur mise en œuvre doit faire l'objet d'une surveillance stricte, somatique et psychiatrique, confiée par l'établissement à des professionnels de santé désignés à cette fin et tracée dans le dossier médical.

La mesure d'isolement est prise pour une durée maximale de douze heures. Si l'état de santé du patient le nécessite, elle peut être renouvelée, dans les conditions et selon les modalités prévues au premier alinéa du présent I, dans la limite d'une durée totale de quarante-huit heures, et fait l'objet de deux évaluations par vingt-quatre heures.

La mesure de contention est prise dans le cadre d'une mesure d'isolement pour une durée maximale de six heures. Si l'état de santé du patient le nécessite, elle peut être renouvelée, dans les conditions et selon les modalités prévues au même premier alinéa, dans la limite d'une durée totale de vingt-quatre heures, et fait l'objet de deux évaluations par douze heures.

II. - A titre exceptionnel, le médecin peut renouveler, au-delà des durées totales prévues au I, les mesures d'isolement et de contention, dans le respect des conditions prévues au même I. Le directeur de l'établissement informe sans délai le tribunal judiciaire du renouvellement de ces mesures. Le magistrat du siège du tribunal judiciaire peut se saisir d'office pour y mettre fin. Le médecin informe du renouvellement de ces mesures au moins un membre de la famille du patient, en priorité son conjoint, le partenaire lié à lui par un pacte civil de solidarité ou son concubin, ou une personne susceptible d'agir dans son intérêt dès lors qu'une telle personne est identifiée, dans le respect de la volonté du patient et du secret médical.

Le directeur de l'établissement saisit le juge avant l'expiration de la soixante-douzième heure d'isolement ou de la quarante-

huitième heure de contention, si l'état de santé du patient rend nécessaire le renouvellement de la mesure au-delà de ces durées.

Le juge statue dans un délai de vingt-quatre heures à compter du terme des durées prévues au deuxième alinéa du présent II.

Si les conditions prévues au I ne sont plus réunies, il ordonne la mainlevée de la mesure. Dans ce cas, aucune nouvelle mesure ne peut être prise avant l'expiration d'un délai de quarante-huit heures à compter de la mainlevée de la mesure, sauf survenance d'éléments nouveaux dans la situation du patient qui rendent impossibles d'autres modalités de prise en charge permettant d'assurer sa sécurité ou celle d'autrui. Le directeur de l'établissement informe sans délai le juge, qui peut se saisir d'office pour mettre fin à la nouvelle mesure.

Si les conditions prévues au même I sont toujours réunies, le juge des libertés et de la détention autorise le maintien de la mesure d'isolement ou de contention. Dans ce cas, le médecin peut la renouveler dans les conditions prévues audit I et aux deux premiers alinéas du présent II. Toutefois, si le renouvellement d'une mesure d'isolement est encore nécessaire après deux décisions de maintien prises par le juge des libertés et de la détention, celui-ci est saisi au moins vingt-quatre heures avant l'expiration d'un délai de sept jours à compter de sa précédente décision et le médecin informe du renouvellement de ces mesures au moins un membre de la famille du patient, en priorité son conjoint, le partenaire lié à lui par un pacte civil de solidarité ou son concubin, ou une personne susceptible d'agir dans son intérêt dès lors qu'une telle personne est identifiée, dans le respect de la volonté du patient et du secret médical. Le juge des libertés et de la détention statue avant l'expiration de ce délai de sept jours. Le cas échéant, il est à nouveau saisi au moins vingt-quatre heures avant l'expiration de chaque nouveau délai de sept jours et statue dans les mêmes conditions. Le médecin réitère l'information susmentionnée lors de chaque saisine du juge des libertés et de la détention.

Pour l'application des deux premiers alinéas du présent II, lorsqu'une mesure d'isolement ou de contention est prise moins de quarante-huit heures après qu'une précédente mesure d'isolement ou de contention a pris fin, sa durée s'ajoute à celle des mesures d'isolement ou de contention qui la précèdent.

Les mêmes deux premiers alinéas s'appliquent lorsque le médecin prend plusieurs mesures dont la durée cumulée sur une période de quinze jours atteint les durées prévues auxdits deux premiers alinéas.

Les mesures d'isolement et de contention peuvent également faire l'objet d'un contrôle par le magistrat du siège du tribunal judiciaire en application du IV de l'article L. 3211-12-1.

Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application du présent II.

III.-Un registre est tenu dans chaque établissement de santé autorisé en psychiatrie et désigné par le directeur général de l'agence régionale de santé pour assurer des soins psychiatriques sans consentement en application du I de l'article L. 3222-1. Pour chaque mesure d'isolement ou de contention, ce registre mentionne le nom du psychiatre ayant décidé cette mesure, un identifiant du patient concerné ainsi que son âge, son mode d'hospitalisation, la date et l'heure de début de la mesure, sa durée et le nom des professionnels de santé l'ayant surveillée. Le registre, établi sous forme numérique, doit être présenté, sur leur demande, à la commission départementale des soins psychiatriques, au Contrôleur général des lieux de privation de liberté ou à ses délégués et aux parlementaires.

L'établissement établit annuellement un rapport rendant compte des pratiques d'admission en chambre d'isolement et de contention, la politique définie pour limiter le recours à ces pratiques et l'évaluation de sa mise en œuvre. Ce rapport est transmis pour avis à la commission des usagers prévue à l'article L. 1112-3 et au conseil de surveillance prévu à l'article L. 6143-1.

Sur la recevabilité de la requête :

En l'espèce, en l'absence de production de toute décision judiciaire intervenue depuis le placement à l'isolement de le 6 juillet 2025, il n'est pas possible de vérifier que la requête ait été transmise dans les délais impartis.

De plus, il sera relevé que la délégation de signature à Madame BREGEON, administratrice de garde n'est pas jointe au dossier, et que les pièces médicales visées par l'article R 3211-33-1 du code de la santé publique ne sont pas jointes à la requête.

Dans ces conditions, la requête du directeur de l'hôpital de Poissy/Saint Germain en Laye sera déclarée irrecevable.

Par conséquent, il sera mis fin à la mesure d'isolement prise à l'égard de

PAR CES MOTIFS

Statuant en chambre du conseil par décision susceptible d'appel,

Déclarons irrecevable la requête du directeur de l'hôpital de Poissy/Saint Germain en Laye sera déclarée irrecevable tendant à autoriser le maintien de la mesure d'isolement de

Ordonnons la mainlevée de la mesure d'isolement de

Rappelons que « *dans ce cas, aucune nouvelle mesure ne peut être prise avant l'expiration d'un délai de quarante-huit heures à compter de la mainlevée de la mesure, sauf survenance d'éléments nouveaux dans la situation du patient qui rendent impossibles d'autres modalités de prise en charge permettant d'assurer sa sécurité ou celle d'autrui. Le directeur de l'établissement informe sans délai le juge des libertés et de la détention, qui peut se saisir d'office pour mettre fin à la nouvelle mesure.* » (Art. L. 3222-5-1 II alinéa 4 du code de la santé publique) ;

Rappelons que la présente ordonnance est susceptible d'appel devant le premier président de la cour d'appel de Versailles, ou son délégué, dans un délai de 24 heures à compter de sa notification. Le ministère public peut interjeter appel dans le même délai. La déclaration d'appel motivée est transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel de Versailles, qui en avise sur-le-champ le greffe du tribunal judiciaire.

Adresse : Monsieur le premier président - Cour d'appel de Versailles - 5, rue Carnot RP 1113 - 78011 VERSAILLES Cedex (télécopie : 01 39 49 69 04 - téléphone : 01 39 49 68 46 et 01 39 49 69 13).

Prononcée par mise à disposition au greffe le 14 Juillet 2025 à **15h00** par Madame Constance DAUCE, Vice-Présidente, qui signe la minute de la présente décision.

Le président

